



POLICY BRIEF

Policy Brief n° 3

REGUIDE – Une approche holistique, restaurative et générée pour accompagner les returnees vers leur pays d'origine: développer une Approche Restaurative Soutenue (ARS) pour la prison et la probation

Ce policy brief souligne qu'une Approche Restaurative Soutenue (ARS) est indispensable pour la gestion à long terme des returnees en Belgique, car les structures actuelles de réintégration en prison sont fragmentées, centrées sur la sécurité et incapables d'offrir un accompagnement cohérent et orienté vers l'avenir.

Nos résultats montrent qu'une réintégration véritable ne peut pas se réaliser dans des environnements marqués par la surpopulation, le manque de personnel, l'opacité des décisions et l'absence de canaux de communication coordonnés entre institutions.

Une ARS ancrée dans la communauté et centrée sur la famille, opérationnalisée à travers le modèle du Living Lab, constitue une alternative réaliste et fondée sur les preuves. En créant des espaces structurés pour le dialogue, la confiance et la coopération entre différents acteurs, l'ARS répond aux besoins essentiels de la réintégration—logement, stabilité familiale, clarté administrative, continuité psychosociale—qui ne peuvent pas être satisfaits en prison.

Elle renforce la cohérence institutionnelle, contre les effets néfastes involontaires des mesures exclusivement sécuritaires et promeut la stabilité sociale à long terme. Développer une ARS n'est donc pas un ajout optionnel, mais un changement de politique nécessaire vers des pratiques de réintégration durables, fondées sur les droits et ancrées socialement.

Contexte et question(s) de recherche

La gestion par la Belgique des *returnees* de Syrie et d'Irak a créé un paysage politique, judiciaire et social exceptionnel. Avec le plus grand nombre de partants par habitant en Europe, la Belgique a dû affronter le retour d'adultes réintégrés directement dans le système carcéral après des années dans des zones de conflit.

À la suite des attentats de 2014–2016, la législation antiterroriste et les régimes pénitentiaires se sont considérablement renforcés, produisant un environnement dominé par la sécurité, marqué par des mesures d'isolement, la création des unités D-RadEx et la catégorisation via CelEx.

Bien que la réintégration soit un objectif officiel de l'emprisonnement, la réalité des prisons—surpopulation, manque de personnel, pressions politiques et gouvernance fragmentée—pose la question de la manière dont la réintégration est réellement comprise et mise en œuvre.

Cette recherche examine comment la réintégration des *returnees* est façonnée dans les prisons belges :

- Comment les directeurs, services psychosociaux et acteurs judiciaires conceptualisent-ils et appliquent-ils la réintégration dans un environnement dominé par la sécurité ?
- Comment les revenants eux-mêmes vivent-ils la détention, les dispositifs de soutien et les obstacles à la réintégration ?
- Quels facteurs structurels, institutionnels et vécus entravent une trajectoire de réintégration significative ?

Principaux résultats

L'analyse des besoins montre que l'ambition initiale d'implémenter des pratiques restauratives au sein des prisons était structurellement irréalisable. Les prisons belges fonctionnent sous de fortes contraintes—surpopulation, pénurie de personnel, décisions orientées par la sécurité, gouvernance fragmentée, faible autonomie institutionnelle—rendant impossible un travail restauratif soutenu entre les murs.

Dans le même temps, professionnels et revenants ont identifié des besoins situés en grande partie en dehors du régime carcéral : communication intersectorielle, stabilité familiale, clarté administrative et soutien communautaire à long terme.

En réponse, l'Approche Restaurative Soutenue a évolué d'un modèle centré sur la prison vers une méthodologie dialogique, communautaire, ancrée dans le *Returnee Reintegration Living Lab (RELAB)*.

Le Living Lab est devenu le cœur opérationnel du projet : un espace co-créatif et multiperspectif reliant chercheurs, praticiens, familles et *returnees*. Il a permis la construction de la confiance, l'apprentissage mutuel, l'intégration des perspectives juridiques, sociales, psychologiques et familiales.

Au fil de son développement, RELAB a rempli des fonctions de *bonding*, *linking* et *bridging*, transformant l'échange de connaissances en une infrastructure restaurative soutenue façonnant la réintégration au-delà de la prison.

Conclusion et recommandations

L'ARS émerge des données du WP6 et des conclusions plus larges du projet REGUIDE–BELSPO, qui montrent que la réintégration se déroule dans un paysage complexe de fragmentation institutionnelle, précarité juridique, stigmatisation et obstacles structurels.

Une réponse efficace nécessite des interventions coordonnées, relationnelles, transsectorielles et de long terme. Les *Living Labs*—espaces co-créatifs, réflexifs, multi-acteurs—sont essentiels pour opérationnaliser cette approche.

I. Recommandations au niveau politique

Passer de réponses ad hoc et sécuritaires à une politique cohérente de réintégration.

La réintégration doit reposer sur des stratégies cohérentes de long terme orientées vers la réhabilitation et l'inclusion sociale, plutôt que sur des mesures ponctuelles dictées par la pression politique ou l'attention médiatique.

Garantir une cohérence nationale entre les prisons.

Développer des lignes directrices communes pour les placements, régimes quotidiens, accès aux services et relations avec les familles, afin d'éviter un traitement arbitraire ou inégal des revenants.

Protéger la sécurité juridique et les droits de citoyenneté.

Éviter les sanctions administratives excessives—telles que déchéance de nationalité ou retrait de séjour—qui compromettent la réintégration, comme l'a montré l'analyse du cadre légal.

Reconnaitre la réintégration comme une politique de sécurité à long terme.

Une approche orientée vers la réintégration renforce la sécurité publique en réduisant les risques de récidive et en promouvant la stabilité sociale.

II. Recommandations au niveau institutionnel et professionnel

Renforcer la coordination multi-acteurs.

Mettre en place des échanges réguliers et structurés entre prisons, probation, assistants de justice, OCAM, LTF/LIVC-R, protection de la jeunesse, communes et services sociaux. La réintégration nécessite un système coordonné, pas des interventions en silo.

Développer un accompagnement relationnel de long terme.

La réintégration est non linéaire et nécessite continuité, confiance et engagement durable. Les institutions doivent adopter des modèles d'accompagnement à long terme plutôt que des initiatives de court terme.

Investir dans le personnel et les capacités organisationnelles.

Traiter les contraintes structurelles—manque de personnel, surpopulation, absence de cadres intermédiaires—qui entravent le travail de réintégration et accroissent la pression sur les professionnels.

Améliorer la communication entre niveaux institutionnels.

Créer des flux d'information clairs entre acteurs fédéraux, régionaux et locaux pour assurer la continuité entre les structures carcérales et post-libération.

Équilibrer sécurité et réhabilitation dans les évaluations.

Compléter le suivi des risques par la reconnaissance de la résilience, des changements comportementaux et des progrès vers la réintégration.

Former les praticiens via les Living Labs comme espaces restauratifs principaux.

Plutôt que des modules nationaux génériques, investir dans des *Living Labs* où personnel de terrain, cadres, travailleurs sociaux, probation, éducateurs, imams/aumôniers, police, communes et familles et les professeurs spécialisés peuvent :

- réfléchir collectivement aux cas complexes,
- co-apprendre et échanger,
- affronter les dilemmes institutionnels,
- co-créer des solutions de réintégration.

Les *Living Labs* offrent l'environnement réflexif nécessaire à la pratique restaurative.

III. Recommandations au niveau individuel et familial

Offrir un soutien de réintégration individualisé.

Garantir l'accès au logement, à l'emploi, à la régularisation administrative, aux droits sociaux, au soutien psychosocial et à l'éducation, car ces facteurs déterminent fortement les trajectoires de réintégration.

Prendre en compte traumatismes et besoins psychologiques.

Adopter des approches sensibles au traumatisme, reconnaissant les expériences des *returnees* liées aux zones de conflit, à la détention et à l'exclusion sociale.

Intégrer des méthodologies centrées sur la famille.

Comme démontré dans le WP5, les familles sont des structures centrales de réintégration. Les parcours institutionnels doivent faciliter le contact familial durable : visites, journées familiales, participation aux *Living Labs*.

Favoriser confiance, motivation et construction de sens.

Créer des espaces où les *returnees* peuvent dialoguer avec professionnels, conseillers religieux, pairs et mentors. Soutenir le développement religieux, éthique et moral comme sources de stabilité et de transformation.

IV. Recommandations transversales

Lever les barrières structurelles et administratives.

Prioriser l'accès au logement, à l'emploi, aux ressources financières et à la réunification familiale, qui influencent davantage les résultats de réintégration que les programmes en prison.

Contrecarrer la stigmatisation et les narratifs médiatiques.

Développer des lignes directrices et supports publics qui déconstruisent les représentations racialisées et fondées sur la peur, s'appuyant sur les résultats des WP5 Médias et Discours politique.

Assurer proportionnalité et respect des droits.

Ancre la réintégration dans la dignité, l'équité et la certitude juridique. Éviter les mesures punitives cumulatives contraires aux objectifs de réhabilitation.

Institutionnaliser l'ARS et le modèle *Living Lab*.

Intégrer l'ARS—et son infrastructure *Living Lab*—au sein des maisons de justice, équipes pénitentiaires, services de probation, organisations communautaires et plateformes locales de prévention (LIVC-R/LTF).

Créer des *Living Labs* permanents.

Rassembler tous les acteurs clés impliqués dans les trajectoires des *returnees* : juges, avocats, assistants de justice, directeurs de prison, personnel de terrain, police locale, professionnels psychosociaux, aumôniers, académiciens spécialisés ; acteurs associatifs travaillant avec les détenus, et familles.

Ces *Living Labs* doivent devenir des espaces structurés de co-création, où savoirs expérientiels, professionnels, juridiques et académiques se rencontrent pour identifier les problèmes, tester des solutions et garantir la cohérence entre institutions.

En savoir plus

Brown, K. E., & Mohamed, F. N. (2022). Logics of care and control: governing European “returnees” from Iraq and Syria. *Critical Studies on Terrorism*, 15(3), 632–658.

Mizobuchi, M., & Takaoka, Y. (2022). How did Muhajiroun become jihadists? Foreign fighters and the geopolitics of the conflict in Syria. In J. K. Gani & R. Hinnebusch (Eds.), *Actors and dynamics in the Syrian conflict's middle phase: Between contentious politics, militarization and regime resilience* (pp. 252–276). London: Routledge.

Wadhawan, S. (2021). Materialization of racialized surveillance: Lived experiences of home imprisonment. *Incarceration*, 2(2). <https://doi.org/10.1177/26326663211021586>

Coordonnées

Contact

Nom, Prénom:

Institution/Departement:

e-mail:

Iman Lechkar

Dfuture, Political Science Department, Vrije Universiteit Brussel (VUB)

iman.lechkar@vub.be

Nom, Prénom :

Institution/Département:

e-mail:

Brunilda Pali

Programme group: Transnational Configurations, Conflict and Governance, University of Amsterdam (UVA)

b.pali@uva.nl